
ARTICLE HORS-THÈME

Les femmes non connectées : une identité et des savoirs invisibles

JOËLLE PALMIERI

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) et en particulier les supports Internet, à savoir les sites Web, les blogues, les réseaux sociaux numériques et autres outils électroniques, ont connu une progression exponentielle depuis les quinze dernières années. Bien que la pénétration soit plus faible en Afrique, et en particulier auprès des femmes (enda 2005), la situation en Afrique du Sud et au Sénégal y est moins tranchée, mais elle reste préoccupante¹. Néanmoins, nos observations montrent que les femmes et leurs organisations ne s'intéressent pas aux inégalités de genre au sein de la société de l'information et plus largement aux impacts des usages des TIC sur leur vie quotidienne. Ce constat nous amène à interroger le contexte où ces usages se produisent, pourquoi et comment.

L'objectif de notre article est de montrer que les Africaines en étant moins « connectées » au réseau Internet que leurs homologues masculins (Gurumurthy 2006; Marcelle 2005) interrogent la relation entre les TIC et le genre. Cette relation s'opérerait selon deux tendances : économique et épistémique. La première s'inscrit davantage dans une démarche classique et verticale de développement, tandis que la seconde remet en question les rapports de domination au sein de la société de l'information. Cette dernière interrogation permet parfois de rendre visibles des savoirs de femmes et ainsi de contribuer à la transgression des rapports de colonialité du pouvoir, c'est-à-dire l'ensemble des relations sociales liées à l'expansion du capitalisme en ses périphéries subalternes (Quijano 1994).

Ces deux pistes vont structurer notre article. Il va s'agir de définir ce qu'apporte ou à quoi nuit le fait d'être connectées au réseau Internet dans le cas des Africaines. L'apport peut-il se mesurer à l'augmentation des opportunités de travail, à l'accès aux connaissances ou à la possibilité de diffuser des contenus, de travailler en réseau, de débattre, d'échanger sur des pratiques, des réflexions, qu'elles soient personnelles ou collectives? Ou encore pourront-elles remettre en question les TIC par le genre, développer des savoirs propres? La nuisance s'analyse-t-elle à la lumière de la prépondérance dans les TIC de savoirs d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest², de ceux des hommes, du développement du trafic prostitutionnel, de la pornographie, de l'incitation à la consommation? Ou encore d'une vision verticale de l'action de communication, de l'accélération des

¹ Union internationale des télécommunications (UIT), statistiques de 2007, [En ligne], [\[www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at_glance/af_ictindicators_2007.html\]](http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at_glance/af_ictindicators_2007.html) (25 juin 2012).

² Internet World Stats, [En ligne], [\[www.internetworldstats.com/stats.htm\]](http://www.internetworldstats.com/stats.htm) (26 avril 2011).

concurrences entre États par TIC interposées et de leurs impacts sur la vie quotidienne des femmes?

Pour le savoir, nous nous sommes basée sur des résultats qui émanent d'observations participantes réalisées, dans un premier temps, en 2004 dans la province du Cap occidental en Afrique du Sud auprès de deux organisations de femmes et, dans un second temps, de 2006 à 2008 en Afrique de l'Ouest auprès de trois associations locales de jeunes. Ces résultats découlent également d'entretiens menés en décembre 2008 et en janvier 2009 au Cap en Afrique du Sud et à Dakar au Sénégal dans le contexte d'une recherche portant sur les impacts politiques des usages des TIC sur les dominations masculines et « colonialitaires » (liées à la colonialité du pouvoir) auprès de 28 organisations de femmes ou féministes, d'instituts de recherche travaillant sur le genre et d'organisations centrées sur la création numérique, le soutien aux droits de la population paysanne ou à la trithérapie, mais ne travaillant pas dans une perspective de genre. Les entretiens semi-directifs laissant la place à une expression libre de l'interlocuteur ou de l'interlocutrice ont été menés soit au local des organisations, au lieu d'habitation de la personne interrogée ou lors d'une rencontre féministe internationale (AWID). Des groupes ont été constitués en vue d'entretien, afin de diversifier la population interrogée : 29 femmes, 2 hommes, venant de la population noire ou blanche, des jeunes et moins jeunes, des militantes et des militants ou non, des personnes engagées sur le plan professionnel concernant les questions de discrimination à l'égard des femmes ou d'égalité de genre ou de féminisme, ou de l'usage citoyen, social ou créatif d'Internet. Le point commun de l'ensemble des personnes interrogées réside dans le fait qu'elles vivent toutes en milieu urbain. Les entretiens ont été complétés par une recherche documentaire élaborée, selon trois grands axes : la domination masculine, la société de l'information et la colonialité du pouvoir. Notre article est le résultat du croisement de cette recherche documentaire, des observations participantes, de ces entretiens et d'une étude plus serrée sur l'analyse des usages liés à Internet par des femmes des deux pays visés et plus globalement de l'Afrique.

Nous commencerons par des constats sur des inégalités de genre dans les TIC communément rassemblés sous l'expression générique « fracture numérique de genre » en Afrique. Nous insisterons par la suite sur l'orientation des politiques de TIC en direction des femmes vers le marché du travail au détriment de la production de contenus et du contrôle des TIC. Forte de ces constats, nous mettrons en évidence comment la société de l'information basée sur l'usage des TIC est productrice de la mondialisation tout comme elle en est le produit. Nous verrons ensuite que, en son sein, la prise en considération du genre dans la société de l'information est verticale. Ces deux premiers résultats vont nous permettre de conclure que les TIC accélèrent les rapports de colonialité de pouvoir, ce qui nuit à la production de savoirs propres. Enfin, nous pourrons mettre en exergue des expériences d'initiatives qui utilisent les TIC en intégrant le genre parce qu'elles rendent visibles des savoirs enfouis.

La fracture numérique de genre : au-delà de l'accès, une question de contrôle et de contenu

Les TIC et leurs usages caractérisent aujourd’hui un système où l’introduction dans la vie quotidienne de l’informatique, des télécommunications et de la communication en réseaux est généralisée, conçue comme une norme, un passage obligé vers une nécessaire modernité. Pourtant, cette modernité n’est pas accessible à tout le monde. Selon une recherche menée par enda Tiers-Monde en Afrique occidentale en 2005, la « fracture numérique de genre », ainsi nommée par les organisations responsables des politiques de TIC, peut se mesurer selon quatre composantes principales : le contrôle, la pertinence des contenus, les capacités et la connectivité. Les femmes sont pénalisées des deux tiers par rapport aux hommes concernant la participation aux prises de décision au sujet des TIC, d’un tiers concernant la production de contenus et le développement des capacités et d’un dixième seulement concernant l’accès et l’accessibilité (enda 2005 : 64). Les écarts les plus préoccupants en fait de genre concernent le contrôle et le contenu des TIC. Pourtant, le secteur privé et les institutions ont choisi de mesurer les inégalités de genre en fonction des écarts d’accès aux infrastructures des TIC ou des capacités à les utiliser.

Globalement, la majorité des contenus diffusés au moyen des TIC est écrite par des hommes et surtout diffusée par des hommes (Genderlinks 2002). L’écriture au quotidien sur des blogues, dans des séances de clavardage (*chat*) et d’autres galeries virtuelles, telle qu’elle est plus aisément pratiquée en Amérique du Nord et en Europe de l’Ouest, demeure en Afrique le fait d’une élite (*ibid.*). En termes de création numérique, ce sont majoritairement des hommes, et, en particulier, des hommes blancs, qui programment des logiciels et des femmes qui font appel à eux (Ghosh et autres 2002; aka 2008). Par ailleurs, Internet incarne, de façon non concertée par les entreprises de télécommunication, un des principaux espaces où s’organisent l’industrie de la pornographie (Poulin 2003 : 735-769)³, le commerce des corps de femmes à haute plus-value financière, et ce, de manière incontrôlée, non légiférée. Les femmes sont sous-représentées dans toutes les structures de décision du secteur des TIC et ont relativement peu de contrôle et d’influence sur les processus de prise de décision (Marcelle 2005 : 231-252)⁴. Ce sont principalement

³ Selon *Good Magazine*, 89 % des sites X sont créés aux États-Unis – dont 260 par jour – et génèrent plus de 3 milliards de dollars de recettes annuelles : AgoraVox [En ligne], [\[www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/porno-moteur-les-chiffres-25290\]](http://www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/porno-moteur-les-chiffres-25290) (10 mars 2010).

⁴ De 1997 à 2000, seuls 8 % des délégués et déléguées, 7 % des rapporteurs et rapporteuses ainsi que 4 % des présidents et des présidentes aux réunions de l’UIT étaient des femmes. Par ailleurs, les lieux de décision, c’est-à-dire les directions des entreprises de TIC, les organismes de régulation et de définition des politiques de l’UIT ou l’Organisation

des hommes – en position de pouvoir à l'échelle locale ou nationale – qui choisissent d'installer un cybercentre dans un quartier ou un village, et les jeunes (hommes et femmes) qui vont y consommer du temps d'utilisation des ordinateurs et de la connexion. Les propriétaires des entreprises privées de télécommunication sont majoritairement des hommes⁵.

Les Africaines en tant que marché

Depuis une dizaine d'années, au cours desquelles la question de l'accès des femmes aux TIC a été étudiée, force est de constater que les impacts de la société de l'information se mesurent davantage à l'augmentation globale du nombre de femmes qui utilisent Internet pour travailler, faire des affaires, éventuellement trouver un mari (Sen 2006 : 128) que comme éventuel moyen de diffuser des informations.

D'ailleurs, les politiques de TIC des États et organisations internationales comme l'Organisation des Nations unies (ONU) se concentrent sur les performances économiques. La très grande majorité des politiques d'accès aux TIC pour les femmes sont focalisées sur l'emploi. Comme le souligne Lize de Clercq, de l'association belge Ada, « ce qui frappe, c'est l'attention accordée au genre dans le Plan d'action du SMSI dans les paragraphes consacrés à l'e-employment (emploi dans le secteur des TIC) et au télétravail (emploi *via* les TIC) » (De Clercq 2004). Il est effectivement demandé aux gouvernements, dans le contexte des politiques d'égalité de genre, d'avoir une « politique en matière de TIC qui encourage l'entreprise, l'innovation et l'investissement, et qui accorde une attention particulière à la participation et la promotion des femmes » (*ibid.*). Les TIC doivent principalement servir aux femmes à intégrer le marché du travail.

Plus précisément en Afrique, la Commission économique africaine (CEA) considère que « les TIC sont centrales à la réduction de la pauvreté qui à son tour est centrale pour l'autonomisation des femmes » (Lowe et Khan 2000 : 3). Une conférence intitulée « Global Connectivity for Africa, Issues and Options » (« Connectivité globale pour l'Afrique, questions et réponses »), organisée par la CEA en 1998, a mis en évidence un éventail d'applications pour les TIC dans le secteur privé en Afrique, parmi lesquelles le commerce électronique, la gouvernance, la promotion du tourisme, des transports, l'éducation, la santé, le social, l'agriculture, l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Tous

mondiale du commerce (OMC), les sociétés professionnelles d'Internet, les institutions nationales de régulation et de politique, les ministères responsables des politiques de TIC et les agences de développement internationale sont très rarement présidées par des femmes.

⁵ Il n'existe pas d'études sur les propriétaires des entreprises de télécommunications, mais si l'on regarde les noms des membres des conseils d'administration de chaque entreprise intervenant en Afrique, comme ailleurs, on peut observer qu'ils sont majoritairement masculins.

ces mécanismes ont pour objectif la croissance économique des pays en plaçant les femmes au centre des processus de développement.

Au Sénégal, des personnes interrogées dans le contexte de notre enquête témoignent de l'importance d'Internet dans l'accès des femmes au marché du travail et au commerce :

Internet peut créer des opportunités de travail pour des gens qui peuvent travailler en ligne, en particulier les jeunes. (Fatimata Seye Sylla, Bokk Jang, Sénégal)

Il faut faire la démonstration de ce qu'on sait faire dans Internet, en particulier les femmes au fin fond des villages doivent montrer leurs produits. (Maréme Cisse Thiam, Asdfus, Sénégal)

En Afrique du Sud, l'industrie des TIC est vue comme un fil conducteur de l'économie nationale et le secteur des TIC a été désigné comme secteur clé par le gouvernement dans ses multiples actions nationales (James et autres 2006 : 2). Sans les femmes, le gouvernement se trouverait dépourvu d'une force de travail nécessaire à la formulation de ses politiques de recherche et développement en matière de TIC au profit de l'ensemble des communautés. La Charte pour l'autonomisation économique dans le secteur des TIC (The Draft Black Economic Empowerment (BEE) Charter for the ICT Sector)⁶ régit ce secteur, et le réseau Women in IT⁷, lancé en septembre 2005 à l'initiative commune d'étudiantes en TIC, d'institutions, de professionnelles et d'entreprises du secteur, sous la direction de Microsoft, entend fournir bourse et tutorat aux femmes « financièrement défavorisées » qui souhaitent poursuivre des études dans le domaine.

Les évaluations des politiques sont mitigées. Une chercheuse britannique indépendante en genre et TIC, Swasti Mitter, note à propos du télétravail que « même si quelques femmes apprécient les opportunités que le télétravail apporte, la majorité craint que le travail à domicile ne les prive du statut de travailleur et de la dignité du travail » (Ng et Mitter 2005 : 48). Anita Gurumurthy, experte indienne en genre et TIC, affirme que les TIC ont permis la création d'emplois, y compris pour les femmes, mais dans des secteurs non qualifiés, à faible valeur ajoutée. Elle considère que le travail massif des femmes dans les centres d'appels perpétue l'image d'un travail féminin dévalorisé, alors que les hommes détiennent la majorité des emplois hautement qualifiés, mieux rémunérés, plus reconnus du secteur (Gurumurthy 2004 : 1).

À l'appui de l'ensemble de ces constats, nous pouvons déduire que la société de l'information produit et reproduit des inégalités de genre. Ensuite, nous

⁶ The Draft Black Economic Empowerment (BEE) Charter for the ICT Sector, [En ligne], [\[www.ictcharter.org.za/\]](http://www.ictcharter.org.za/) (2 mars 2010).

⁷ Réseau Women in IT, [En ligne], [\[www.womeninit.co.za\]](http://www.womeninit.co.za) (2 mars 2010).

proposons de rassembler sous un terme générique ces femmes *qui sont ciblées par les politiques de TIC* : les « femmes non connectées ». Ce concept caractérise des femmes n'ayant pas accès à Internet, ou ne sachant pas s'en servir, ou ayant accès au réseau numérique dans le contexte du travail par exemple, sans pour autant l'utiliser à des fins de transformation sociale.

Une société de l'information productrice et produit de la mondialisation

Originellement, l'expression « société de l'information » a été créée pour désigner une société basée sur l'utilisation des TIC, qui regroupent Internet, la téléphonie mobile et l'informatique. Ce terme a surtout été employé par les organisations internationales et l'ONU, en particulier, qui a organisé les différentes éditions du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), notamment à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005. Ces rencontres avaient pour ambition de réduire les inégalités des populations à l'égard de l'accès à l'information par l'entremise des TIC.

Il est intéressant de se pencher sur la définition du mot « information » tel qu'il est employé par ces organisations et depuis ces sommets par les entreprises privées qui, ensemble, déterminent ce qui est appelé les « politiques de TIC ». Nous allons voir que, loin d'être de simples outils de communication ou des médias d'information, les TIC, et en particulier le réseau Internet, servent des systèmes mondiaux d'informatisation et de circulation de données de tout type. En particulier, Internet n'a pas pour unique objet de transmettre de l'information en tant que messages ayant du sens, consacrés à l'actualité par exemple, même si cela se produit, mais des données, sous toutes leurs formes, du moment qu'elles sont informatiques. Internet est « plus hétérogène » (Guignard 2009 : 1) et moins linéaire (multimédia et hypertexte) que les médias d'information traditionnels (télévision, radio, presse écrite). Le réseau numérique ne se restreint pas au secteur médiatique, fait davantage partie du secteur de la communication, plus large, aux ramifications variées : journaux (presse écrite, radio, télévision) en ligne, marché pornographique, marché boursier, gestion de bases de données numériques en ligne sous forme d'albums de photos, de morceaux de musique, de données personnelles... Internet n'a pas vocation à donner sens aux données qu'il transmet, mais seulement à les transmettre grâce à des techniques appropriées. Aussi, le seul terme « information » est impropre à Internet. Il convient de lui associer le terme « informatisation », une technique.

Ce flou entre informatisation et objet de connaissance est entretenu par une majorité d'organisations d'Afrique qui, d'un côté, vantent les mérites des TIC en fait d'outils pour une meilleure visibilité de leurs actions publiques et, de l'autre côté, les rejettent, car elles sont « trop techniques », sous-entendu « réservées aux hommes ou à des femmes élites ». Fatimata Sy, du Centre de lutte contre les

violences faites aux femmes au Sénégal, interrogée dans le contexte de notre recherche, en témoigne :

Internet est une question d’élite : les femmes intellectuelles, les femmes qui ont un certain niveau de compréhension, des femmes membres d’associations qui ont déjà une certaine vision.

L’argument utilisé ici qui consiste à prétendre qu’Internet requiert un certain niveau de connaissances pour être valablement utilisé par les Africaines pose au moins deux questions : d’une part, il peut également s’appliquer aux hommes, à leurs organisations et au reste du monde, et, d’autre part, il entérine le statut de subalternes des Africaines de la « base », prises comme un tout uniforme, qui n’auraient par définition pas les savoirs requis pour utiliser, à défaut de produire, ces technologies « modernes ». De fait, le rejet de la technique par les organisations de femmes interrogées dans notre enquête participe lui-même du renforcement des inégalités de genre que les TIC produisent.

La prise en considération du genre dans les politiques de TIC : du haut vers le bas

Le constat de la sous-représentation et de la dévalorisation des femmes dans la société de l’information s’accompagne d’un discours qui, en disant viser l’autonomisation et le renforcement des capacités des femmes (*empowerment*), renforce l’idée que les Africaines ont besoin d’appui, de soutien, qu’elles ne sont pas des forces de proposition.

Par exemple, la création de « cyberréseaux » en Afrique est considérée par Ruth Ochieng, experte ougandaise en TIC, comme un « catalyseur efficace dans la diffusion d’informations sur les problèmes affectant les femmes organisées aux niveaux de la base, national et international ». Elle fait notamment référence aux listes de diffusion comme Gender in Africa Information Network, créée en 1997, ou au réseau Women of Uganda Network, mis en route en 2000 et à l’organisation Association for Progressive Communication for African Women (APC-WNSP Afrique). Dans un entretien réalisé en décembre 2009 avec sa directrice Sally-Jean Shackleton en Afrique du Sud, on apprend que Women’s Net se veut une « plateforme d’informations pour tous les mouvements de femmes de la région du sud de l’Afrique ». En Afrique francophone, la liste électronique Femmes-Afrique, basée au Sénégal, a été conçue pour faire « circuler des informations sur les droits des femmes dans toute l’Afrique » (Ochieng 2002 : 2).

Gillian Marcelle, présidente du groupe de travail genre de l’African Information Society Initiative (AISI) (Initiative de la Société de l’information en Afrique), jouant sur le mot BIG, considère qu’il est nécessaire de « voir grand » pour accélérer l’intégration du genre dans l’« arène des TIC ». BIG caractérise un

processus en trois phases : « Buy in; Implementation; and Growth and Reinforcement » (« contrat, mise en œuvre, croissance et renfort »). Il consiste à inciter ceux et celles qui prennent les décisions à renforcer la visibilité des résultats et des obstacles, la reddition des comptes et participation et à établir des ponts entre concept et outils (Marcelle 2005 : 231-252). L'experte affirme que les agences de l'ONU en charge des politiques de TIC sont d'ores et déjà engagées sur cette voie.

Ces exemples illustrent l'intention des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG), internationales ou nationales, et des fondations privées de proposer des programmes ayant vocation à lutter contre la « fracture numérique de genre », sans pour autant qu'ils soient élaborés en concertation avec les personnes ciblées. L'idée et les objectifs des programmes sont définis par le haut, selon une conception approximative ou biaisée du terrain. La sociologue américaine Christobel Asiedu constate qu'il existe un problème de « mondialisation par le haut », dans laquelle des experts et des expertes des organisations de développement déterminent les besoins des femmes en matière de TIC (Asiedu 2008 : 2). Elle affirme que les agences de l'ONU tendent à définir les femmes comme un groupe homogène et qu'elles orientent l'expertise – qui ne regroupe pas uniquement des hommes occidentaux mais aussi des femmes et organisations non occidentales « élites » – en mettant en évidence les problèmes et leurs solutions sans la participation active des femmes à la base « qui sont pauvres, rurales, non alphabétisées et forment la majorité des femmes en Afrique » (Asiedu 2008 : 2). Ces femmes sont vues comme des « “barrières et obstacles” à l'accès aux TIC, ayant des “besoins” et des “problèmes” mais peu de choix et de liberté d'action » (*ibid.* : 5). De cette vision conformiste et universaliste, sans différenciation de race et de classe, des TIC pour le développement, la sociologue conclut qu'il n'existe pas de « tentative d'examiner de façon critique quel groupe de femmes gagne à avoir accès à ces technologies » (*ibid.* : 4). L'identité des Africaines non connectées est, comme le souligne la philosophe indienne Gayatri Spivak, invisible, invisibilisée et dictée par des enjeux économiques et épistémiques mondialisés (Spivak 1988b).

D'ailleurs, parmi les personnes que nous avons interrogées lors de notre enquête, les opinions sur la nécessité pour les Africaines d'être connectées au réseau Internet sont partagées. Les professionnels et les professionnelles des TIC ou les personnes qui militent dans le mouvement genre et TIC en Afrique du Sud ou au Sénégal émettent des avis favorables, quelles que soient les situations sociales et économiques desdites femmes. Seule la perception des conditions dans lesquelles cette connexion doit s'opérer varie. Au total, 90 % des militantes féministes sud-africaines évoquent d'emblée d'autres priorités à gérer comme la lutte contre la pauvreté ou contre les violences dont les usages des TIC sont exclus et incompatibles. Cependant, quelques organisations expérimentent des usages innovants des TIC, encore peu visibles (voir *infra*). Ces dernières transgressent ainsi la dialectique dans laquelle une majorité de leurs partenaires financiers ou de lutte

les enferme, les assignant à une position de victimes, à aider, ayant des besoins qu'elles n'ont pas elles-mêmes débattus.

La colonialité numérique : facteur d'accélération du quotidien, réductrice de production de savoirs

En nous appuyant sur la définition de la colonialité proposée par le sociologue péruvien Anibal Quijano comme constitutive de la modernité, différente en cela du colonialisme, et forme spécifique et historicisée des rapports de domination entre États et sociétés (Quijano 1994), nous pouvons affirmer que les TIC forment le pilier d'une colonialité du pouvoir, la colonialité numérique. Cette colonialité numérique s'installe dans un contexte mondialisé et hypermoderne où les transactions comme les savoirs sont accélérés, exacerbés, hiérarchisés, surabondants, excessifs⁸. Cette hypermodernité bouscule les priorités au quotidien, ce qui détourne les actions des femmes en Afrique vers la gestion accélérée et immédiate de l'urgence, de la survie quotidienne, des violences exacerbées par ce système excessif (fémicides, augmentation des viols et des violences domestiques) au détriment de la création de contenus. Mercia Andrews, directrice d'une organisation de soutien à la population paysanne d'Afrique du Sud, interrogée dans notre recherche, explique la surenchère de la société de l'information par rapport aux rôles assignés de genre des Sud-Africaines :

Nous avons des difficultés d'accès aux ordinateurs, aux compétences, à l'électricité, au réseau sans fil, toutes ces choses techniques que le gouvernement a essayé d'implanter sous forme de centres de télécommunication en zones rurales, mais qui n'ont pas marché. Concernant les femmes, c'est bien pire car, dans les zones rurales, dans la plupart de nos townships, ce sont les jeunes femmes qui rentrent à la maison après l'école et qui doivent s'occuper de leurs frères et sœurs, nettoyer la maison, faire la cuisine, faire attention aux enfants, au point qu'elles n'ont pas de temps supplémentaire pour apprendre à utiliser un ordinateur.

Quand il est question d'Internet, la plupart des organisations interrogées témoignent volontiers de l'aggravation des écarts de richesse, du renforcement des situations de pauvreté, du rétrécissement du marché du travail, de nouveaux facteurs de violence, comme si elles faisaient un rapport de cause à effet : « la fracture

⁸ L'hypermodernité succède à la modernité et à la postmodernité. Selon le docteur français en sciences de la communication Thomas Guignard, l'hypermodernité « favorise une perspective monolithique et dogmatique, avec d'un côté les connectés associés à la “modernité” et les non-connectés associés au retard et au conservatisme » (Guignard 2007 : 375).

numérique est plus à l'ordre du jour des dirigeants, nos gardiens. Nous, nous sommes confrontées aux écarts dans l'accès à la santé, au chômage. » De surcroît, une majorité d'entre elles ajoutent le constat qu'elles font depuis moins de dix ans d'une précipitation de la gestion de l'ensemble de ces problèmes au niveau tant temporel que géographique : « une femme sur trois étant survivante de viol, une seulement a du temps ». Les problèmes se résolvent désormais au coup par coup, là où ils se présentent, c'est-à-dire le plus souvent au niveau local et dans l'immédiateté. Cette accélération entraîne un recentrage des actions politiques vers le niveau local plutôt que le niveau international, alors que les TIC qui portent cette société permettent par définition des échanges à l'échelle mondiale. On peut donc affirmer que la société de l'information interagit sur les emplois du temps des femmes de la base. Investies de leur rôle social de re-production (Guillaumin 1977 : 39-55), celles-ci doivent accélérer la prise en charge des générations à venir, de l'éducation, de la santé, de la nutrition du foyer. En Afrique, l'heure est davantage pour les femmes et leurs organisations à la gestion immédiate de l'urgence qu'à la création de savoirs, qu'à la production du donner à penser, de la critique, de la déconstruction de la société dans laquelle elles agissent (Bennett 2008). Cette accélération de la gestion du quotidien fait violence et s'ajoute aux violences de genre plus classiques, elles-mêmes en augmentation.

De plus, la prépondérance des contenus occidentaux amène à remettre en question ce que Gayatri Spivak nomme la « violence épistémique », au sens où la diffusion d'informations n'a pas vocation à chercher un dénominateur commun ni à isoler des savoirs indigènes ou atypiques, mais à uniformiser les modes de penser et d'agir (Spivak 1988a : 204). Cette violence est le résultat de la nature désormais mondialisée des rapports entre États (du Nord, du Sud, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient) de même qu'entre les États et leurs populations.

L'ensemble de ces violences nuit à l'émergence des savoirs propres aux Africaines qui, dans leur très grande majorité, l'acceptent. Les femmes non connectées, pour parler, ont alors besoin de créer des espaces et des temps spécifiques.

Les TIC pour le genre : rendre visibles des savoirs enfouis

Dans les deux pays de notre recherche, même si des singularités s'observent, l'innovation s'exprime le plus souvent par le besoin de diffuser des contenus africains de femmes ou de genre. Les objectifs de diffusion peuvent dépasser la simple visibilité institutionnelle des organisations pour engager des pistes de réflexion sinon d'action en vue de l'exercice d'une citoyenneté active. Les deux exemples que nous allons présenter ci-dessous se situent en Afrique de l'Ouest, dans un projet de recherche auquel nous avons participé, et en Afrique du Sud, dans le contexte d'observations participantes d'opérations concertées de revalorisation de la parole des femmes.

Le premier exemple met en exergue l'efficacité et la pertinence de l'approche citoyenne de l'utilisation des TIC par les jeunes (garçons et filles) pour promouvoir l'abandon de la pratique des mutilations génitales féminines (MGF). Mené par l'unité « genre » de l'ONG enda Tiers-Monde, ce projet s'est déroulé de 2007 à 2009 au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal. L'échantillon de recherche était composé de 90 jeunes âgés de 15 à 25 ans (à parité filles et garçons), membres d'associations de jeunes au sein de communautés où l'excision est une pratique répandue et où les TIC sont accessibles. Trois villes de province ont été retenues : Bobo-Dioulasso au Burkina-Faso (où habitent environ 450 000 personnes), Ségou au Mali (environ 100 000 personnes) et Tambacounda au Sénégal (environ 80 000 personnes). La plupart de ces jeunes étaient scolarisés, parlaient français, disposaient d'un numéro de téléphone mobile et, pour un tiers environ, d'une adresse électronique, avant le début de la recherche. Celle-ci a été organisée en sept phases, les résultats de chacune orientant l'exécution de la suivante. Ces phases ont comporté des réunions régionales et locales, une enquête de terrain et une recherche documentaire, une revue par les jeunes, une analyse critique de recherche, un forum électronique réunissant l'équipe de recherche et les jeunes, ce qui a permis une analyse réflexive de la part de l'équipe en question. L'ensemble a nécessité des adaptations méthodologiques au fur et à mesure du processus de recherche. Les principaux résultats de recherche révèlent la pertinence d'une démarche transdisciplinaire et réflexive qui crée les moyens d'une expression directe et de production de contenus des jeunes générations, « comme source d'enrichissement de la recherche en développement humain durable au stade de la société numérique globale » (Mottin-Sylla et Palmieri 2009 : 97).

Les jeunes (à parité garçons et filles) qui ont participé à ce projet ont abordé les concepts remis en question dans la recherche – genre, citoyenneté, TIC, jeunesse, MGF –, selon différents formats, parmi lesquels l'expression théâtrale, les usages multimédias (prise de vue fixe et animée, prise de son, écriture et mise en ligne), l'interactivité – plusieurs listes de discussion électroniques ont été ouvertes pour que chacun et chacune puisse s'exprimer librement tout au cours des différentes phases de la recherche –, des jeux de rôles, la création de blogues, etc. Une partie des jeunes, au même titre que les membres de l'équipe de recherche, ont participé à l'évaluation de la recherche, ce qui a amené l'équipe à mettre en œuvre des modalités d'auto-apprentissage et d'auto-évaluation ainsi que de formation de formateurs et de formatrices. Le défi des méthodes utilisées a consisté à confier aux jeunes générations les rênes du débat sur des concepts savants, concepts qu'elles ont elles-mêmes élaborés.

L'ouvrage consacré à cette recherche conclut : « Il s'agit moins de voir “à quoi les TIC pourraient servir” que de voir “ce que les TIC apportent de nouveau, changent, et politisent” » (Mottin-Sylla et Palmieri 2009 : 101), en particulier quand les problématiques de recherche touchent le genre. L'accent est mis sur l'urgence de ne plus compartimenter les concepts – genre, citoyenneté, jeunesse, TIC, violences,

etc. – et de cesser de travailler sur les zones d’intersection (par exemple, jeunesse et TIC, développement et TIC, genre et développement) au risque de maintenir dans l’invisible des pans entiers de la construction sociétale dont les rapports de pouvoir de même que les inégalités de classe, de race et de genre sont partie intégrante.

Le second exemple reprend l’hypothèse de départ de la recherche menée en Afrique de l’Ouest : les personnes victimes de discrimination ou en situation de discrimination sont les réelles expertes des sujets de cette discrimination. Par contre, elles ne sont pas nécessairement des expertes des TIC. Ainsi, en Afrique du Sud, et depuis une dizaine d’années, des récits individuels ou collectifs de femmes, pour leur grande majorité, noires, séropositives ou pauvres, sont collectés par des organisations de femmes, selon une démarche initiale de revalorisation de la mémoire. L’objectif de ces organisations est de diffuser, notamment par les TIC, mais aussi sur tout autre support de communication⁹ susceptible d’être repris dans Internet par qui le souhaite, des savoirs invisibles de femmes.

Au sein de ces organisations, deux expériences ont été observées. Le Southern Cape Land Committee (SCLC) facilite, depuis environ dix ans, et en dehors de ses domaines d’intervention classiques largement liés aux questions de réforme agraire et de propriété foncière, l’écriture et la publication d’histoires de Sud-Africaines, sous le vocable *women’s stories*. Le premier livre publié, intitulé *La mémoire des femmes*, a été lancé en novembre 1999 et révèle les histoires personnelles de six femmes de différentes communautés de la région du Western Cape. En 2002, le SCLC a réitéré la démarche en lançant un deuxième livre écrit par seize femmes dans leur propre langue, habitant la commune de Nelspoort. Ces femmes, dont les dates de naissance s’étendent du début des années 20 aux années 80, ont écrit leur vision de l’histoire de cette ville. Les protagonistes du SCLC que nous avons interrogées en 2002 au Cap disent que cette démarche « a révélé une dynamique de changement et d’empowerment à la fois pour les participantes et pour les animatrices elles-mêmes ». Par cette initiative jusqu’alors inédite, ces femmes rurales ont gagné le temps et l’espace pour réfléchir à leur vie et pour partager leurs expériences avec d’autres. Aujourd’hui, ces livres sont consultables dans les écoles, les bibliothèques, sur le Web et ce modèle d’initiatives est reproduit dans d’autres langues dans tout le pays.

À l’hôpital Chris Hani Baragwanath Hospital à Soweto, au sein de Johannesburg, l’ONG Aids Counselling Care and Training (ACCT), créée en 1992, offre soutien psychologique et soins aux communautés affectées par le virus du sida. Selon les responsables que nous avons rencontrées sur place en 2002, les personnes visées sont essentiellement des femmes qui, selon les protagonistes de l’ACCT, « doivent se réapproprier leur identité [...] et sortir de la domination masculine ». Les séances de soutien psychologique accueillent pendant environ une heure des femmes

⁹ Nous pensons ici à des reportages audio, à des documentaires vidéo, ou encore à des textes publiés.

et ont vocation à les faire parler de leur maladie, à isoler les responsabilités, jusqu'à découvrir l'intime, dont ce qui est tabou, à savoir la sexualité. Les malades se sentent ainsi personnalisées, existantes, deux états dont il est difficile d'imaginer l'importance dans un pays où, pendant de nombreuses années, les personnes séropositives ont été ignorées par leur gouvernement « révolutionnaire¹⁰ ». Certaines femmes participent à des ateliers d'écriture, où elles couchent sur papier leur vie quotidienne, leurs relations sexuelles, évoquent leur grossesse, leurs relations avec leurs nourrissons, dans la perspective que l'enfant qui va grandir ait accès à l'histoire de sa mère et à la sienne. Chaque histoire personnelle est ensuite mise en commun, discutée, explicitement archivée et devient alors un bien collectif. Toutes les femmes peuvent consulter ces récits, au rythme où elles le souhaitent. En fait, elles gèrent elles-mêmes la pièce, le lieu, où ces récits sont entreposés.

Dans ces deux exemples sud-africains, les femmes qui se racontent sont majoritairement noires, pauvres, vivant dans les townships ou en milieu rural. Elles n'ambitionnent pas l'autobiographie. Elles ne suivent pas systématiquement une ligne historique partant de leur naissance, décryptant pas à pas leur vie, avant, pendant et après l'apartheid. Les récits peuvent se révéler beaucoup plus « anarchiques » au sens où ils peuvent être fragmentés, partiels, décousus. Les récits ne sont pas spécialement structurés et holistiques. Ils ne sont pas plus individuels, puisque le dispositif de recueil n'a en rien vocation à porter assistance, à victimiser la personne qui parle ou écrit ou encore à la renvoyer à sa seule introspection. Il favorise davantage l'expression collective mais aussi l'élaboration d'un possible futur commun. En soi, ce dispositif esquisse des stratégies de démocratie directe, permettant à chaque « témoin » d'exprimer un point de vue sur l'environnement dans lequel elle vit, de l'analyser et de poser les termes de revendications ou de solutions de rechange. Les TIC servent alors d'outils de visibilité et de transmission de savoirs subalternes collectifs valant recommandations dans les ordres du jour des responsables politiques locaux ou nationaux. Elles peuvent former les bases d'une communication politique informelle, dans le sens où celle-ci est non codifiée ni régulée, non normative, non incontournable, non revendiquée, non institutionnalisée et fait écho aux dérégulations de l'État.

Dans les deux expériences, ouest-africaine et sud-africaine, la diffusion des savoirs des femmes ou des jeunes sur le genre, par l'intermédiaire direct ou indirect des TIC, est centrale. C'est le caractère périphérique, subalterne et non savant de ces savoirs qui en fait leur valeur, et met leurs auteures et auteurs en situation d'agir et non de subir. Ce positionnement renverse la place de ces personnes comme des sujets de ces savoirs. Il inverse le sens de là où le savoir devient visible. Il s'agit moins d'envisager de donner la parole à ceux et celles qui sont sans voix que de

¹⁰ Thabo Mbeki « Thabo Mbeki », président en exercice de 1999 à 2008, a refusé la prise en charge de traitements antirétroviraux, car il considérait qu'ils étaient « aussi dangereux que le sida » : Agence France-Presse (24 octobre 2001).

laisser les « sans voix » prendre la parole, là où il leur convient de le faire. Ce renversement à lui seul remet en cause l'ensemble des systèmes de division, de classe, de race, de genre, puisqu'il met la supposée victime en position d'émetteur ou d'émettrice d'informations, ce qui rompt avec l'évidence qu'elle accepte définitivement sa position de victime. Il rompt avec sa position de subalterne.

En somme, ces activités de revalorisation de savoirs de femmes ou de genre remettent en question beaucoup d'évidences :

- a) politiques : libérales, de colonialité du pouvoir, marxistes;
- b) méthodologiques : elles ne revendiquent pas de démarche du type universitaire ou d'« académisation » et ouvrent plutôt des champs d'expérimentation peu empruntés aux outils occidentaux;
- c) sociales : elles ne font pas parler les pauvres, par exemple, c'est la pauvreté qui crée le besoin de prise de parole;
- d) épistémiques : elles créent un champ de savoirs à contre-courant, non savant.

L'ensemble de ces résultats resitue la connaissance au sein du réel quotidien versus le virtuel. Il intègre un processus d'ouverture épistémique, c'est-à-dire un élargissement de la définition de ce qui fait science, connaissance et savoir. La connaissance, liée à la production de savoirs, n'est plus le produit des TIC, mais leur source comme tout savoir féministe, dans le sens où elle est le résultat reconnu d'une activité sociale intégrée au sein de valeurs personnelles, culturelles et politiques (Harding 1991 : 142). Elle fait « positionnement » (Harding 1991 : 156). En effet, si on se situe dans une épistémologie du point de vue, le savoir est socialement situé (Harding 2004). Aussi, les femmes qui se racontent, en particulier en révélant leur intime quotidien, parlent des rapports de pouvoir. Ainsi, elles ont matière à discuter et à analyser les cadres conceptuels ou les politiques autant que pourraient le faire des universitaires par exemple, ou des personnes qui conçoivent des usages de TIC ou des personnes qui prennent des décisions au niveau politique, enrichis de leur expérience de la réalité non virtuelle.

Ces récits et leurs modes de transmission alimentent un modèle d'appropriation des TIC qui n'a ni vocation à visibilité institutionnelle ni ambition économique ou d'intégration des femmes dans un ensemble universel préconstruit. Ce modèle vise plutôt l'émergence de contenus invisibles, qui, une fois publiés et diffusés par les TIC, établit le lien entre le virtuel et le réel. À ce titre, il oppose à l'injonction de connexion des Africaines la liberté du récit et de la construction de leur mémoire. Il re-légitime la subalternité qui crée des espaces de différence (Spivak 1988a).

Conclusion

Les TIC, en tant qu'outils de la société de l'information, tiennent lieu de dénominateur commun d'une mondialisation en accélération et en excès. Nous sommes partie de la question de savoir en quoi il était important pour les Africaines d'être connectées. Ce cadre d'analyse posé, cette démarche nous a conduite à constater des inégalités de genre dans le domaine et à les requalifier. La comparaison des représentations recueillies auprès d'organisations de femmes ou de féministes en Afrique du Sud et au Sénégal nous a conduite à l'hypothèse que tenir pour acquis l'injonction pour les Africaines de participer du virtuel participait de l'entretien des inégalités économiques et épistémiques de ce système inégalitaire. Les défis que la société de l'information comporte interrogent les mécanismes de subalternité, remettent en question l'arrivée sur le marché des femmes, bousculent les espaces et les temps et brouillent la qualification des savoirs. Localiser des femmes non connectées, notamment au Sénégal et en Afrique du Sud, nous a donné l'occasion de découvrir des espaces d'innovation. Ancrés dans le réel, ces espaces se positionnent d'emblée en situation de confrontation avec les politiques de TIC décidées en haut lieu, car ces politiques situent la connaissance au sein du virtuel et non à son origine.

RÉFÉRENCES

AKA

- 2008 *Les femmes et le logiciel libre*, *Framablog*, [En ligne], [www.framablog.org/index.php/post/2008/10/21/femmes-et-logiciels-libres] (30 janvier 2010).

ASIEDU, Christobel

- 2008 *ICTs for Gender and Development in Africa : A Postcolonial Analysis*, contribution à l'American Sociological Association Annual Meeting, Sheraton Boston and the Boston Marriott Copley Place, Boston, MA Online, AllAcademics, p. 2 et 5, [En ligne], [www.allacademic.com/meta/p243106_index.html] (5 février 2010).

BENNETT, Jane

- 2008 “Researching for Life : Paradigms and Power Editorial”, *Feminist Africa*, novembre 2008, [En ligne], [www.feministafrica.org/uploads/File/Issue%2011/11_3_Editorial.pdf] (29 mars 2010).

DE CLERCQ, Lize

- 2004 « Les mouvements de femmes placent le “genre” à l'agenda de la société de l'information », *Ada Online*, [En ligne], [www.ada-online.org/frada/article.php3?id_article=106] (1^{er} mars 2010).

enda

- 2005 « Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité », *Études et recherches*, CCXLIV, Réseau genre et TIC, Dakar, enda,

p. 64, [En ligne], [smsi.francophonie.org/IMG/pdf/fracturenumeriquedegenre.pdf] (21 juin 2012).

GENDERLINKS

- 2002 *Gender and Media Baseline Study* (GMBS), étude conduite en septembre 2002 par l'organisation sud-africaine GenderLinks, [En ligne], [www.genderlinks.org.za/page.php?p_id=236] (1^{er} mars 2010).

GHOSH, Rishab A. et autres

- 2002 "Part 4 : Survey of Developers", dans Rishab A. Ghosh, Ruediger Glott, Bernhard Krieger, Gregorio Robles, *Free/Libre and Open Source Software : Survey and Study*. University of Maastricht, The Netherlands, International Institute of Infonomics : 39-46.

GUIGNARD, Thomas

- 2009 *Les Sud-Africains et Internet : l'identité au défi des logiques de marchandisation et de segmentation*, intervention lors des rencontres Netsuds 2009 à Bordeaux, en France, [En ligne], [www.gdri-netsuds.org/IMG/pdf/Guignard.pdf] (18 mai 2011).

- 2007 *Le Sénégal, les Sénégalais et Internet : médias et identité*, doctorat en sciences de l'information et de la communication. Lille, Université Charles de Gaulle Lille 3, [En ligne], [www.africanti.org/IMG/memoires/theseGuignard.pdf] (7 novembre 2007).

GUILLAUMIN, Colette

- 1977 « Race et nature : système des marques, idée de groupe naturel et rapport sociaux », *Pluriel*, XI : 39-55.

GURUMURTHY, Anita

- 2004 *Gender and ICTs : Overview Report*. Londres, Bridge, p. 1, [En ligne], [www.bridge.ids.ac.uk/reports/cep-icts-or.pdf] (14 mai 2011).

GURUMURTHY, Anita (dir.)

- 2006 *Gender in the Information Society : Emerging Issues*. New York, UNDP, [En ligne], [www.apdip.net/publications/ict4d/GenderIS.pdf] (23 mars 2009).

HARDING, Sandra

- 1991 *Whose Science? Whose Knowledge? Thinking from Women's Lives*. New York, Cornell University Press, Ithaca.

HARDING, Sandra (dir.)

- 2004 *The Feminist Standpoint Theory Reader*. New York et Londres, Routledge.

JAMES, Tina et autres (dir.)

- 2006 *Women in the Information and Communication, Technology Sector in South Africa*, Women in ICT Project. Pretoria, Institut Meraka, p. 2, [En ligne], [women-in-ict.meraka.csir.co.za/images/7/76/National_print.pdf] (24 mars 2008).

- LOWE, Colleen Morna et Zorha KHAN
 2000 *Net Gains : African Women Take Stock of Information and Communication Technologies*, recherche de l'Association of Progressive Communicators-Africa-Women et FEMNET, Johannesburg, GenderLinks, p. 3, [En ligne], [www.apc.org/fr/system/files/Net%20Gains%20Women%20in%20Africa%20Take%20Stock%20of%20ICTs.pdf] (21 juin 2012).
- MARCELLE, Gillian
 2005 « Thinking BIG to Accelerate Gender Equality and Transformation in the ICT Arena », dans Cecilia Ng et Swasti Mitter, *Gender and the Digital Economy – Perspectives from the Developing World*. Londres, Sage Publications : 231-252.
- MOTTIN-SYLLA, Marie-Hélène et Joëlle PALMIERI
 2009 *Excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC*. Dakar, enda, p. 97 et 101, [En ligne], [idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/39552/1/128525.pdf] (20 avril 2010).
- NG, Cecilia et Swasti MITTER
 2005 *Gender and the Digital Economy – Perspectives from the Developing World*. Londres, Sage Publications.
- OCHIENG, Ruth
 2002 « Gender Research/Teaching Forum. Information and Communication Technologies as a Tool for Women's Empowerment and Social Transformation, in Africa », *Feminist Africa, Intellectual Politics*, I, p. 2, [En ligne], [www.feministafrica.org/index.php/information-and-communication-technologies] (24 octobre 2009).
- POULIN, Richard
 2003 « Le marché mondial du sexe au temps de la vénalité triomphante – L'essor du système proxénète dû à la mondialisation », *Revue Tiers Monde*, XLIV, 176 : 735-769.
- QUIJANO, Anibal
 1994 « Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine », *Multitudes Amérique latine démocratie et exclusion, Quelles transitions à la démocratie?*, [En ligne], [multitudes.samizdat.net/Colonialite-du-pouvoir-et] (23 septembre 2008).
- SEN, Gita
 2006 « Reflections on the Seminar – I », dans Anita Gurumurthy (dir.), *Gender in the Information Society : Emerging Issues*. New York, UNDP, p. 128, [En ligne], [www.apdip.net/publications/ict4d/GenderIS.pdf] (23 mars 2009).
- SPIVAK, Gayatri Chakravorty
 1988a *Can the Subaltern Speak? (Les subalternes peuvent-ils parler?)*, traduction française de Jérôme Vidal, Paris, Amsterdam, 2006), dans Cary Nelson et Lawrence Grossberg (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*. Chicago, University of Illinois Press : 271-313.

1988b *In Other Worlds : Essays in Cultural Politics*. New York, Routledge.